54e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 7 18 FÉVRIER 1937

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I Situation religieuse en Allemagne. — Refus de collaboration de l'Etat hitlérien avec l'Eglise catholique. — Efforts de destruction des confessions. — Volonté d'unification allemande au moyen de l'école hitlérienne d'Etat. — II. Le socialisme nouveau. — La foi au progrès. — Les raisons de la foi socialiste chez de Man. — III. Le renouveau de la crise aux Etats-Unis. — Pourquoi la crise a frappé plus durement ce pays que les autres. — Condition préalable du relèvement. — IV. Mémoires inédits de Metternich sur son ambassade à Paris en 1806-1807.

I

Dans le courant de janvier, les journaux nous ont, à maintes reprises, apporté des informations alarmantes sur le développement de la campagne antichrétienne, et spécialement anticatholique, en Allemagne. Nous avons appris notamment que les évêques allemands, réunis à Fulda, au tombeau de S. Boniface, ont dû arrêter le texte de deux importantes déclarations qui ont été lues dans toutes les chaires catholiques, le dimanche 31 janvier. Dans la première déclaration, l'épiscopat revendique, pour les parents catholiques, en vertu du Concordat de 1933, le droit d'élever leurs enfants dans la religion catholique. Dans la seconde, il réclame pour les catholiques allemands la liberté de conscience. En outre, à la grand' messe des dimanches et jours de fêtes, une prière sera dite désormais pour le maintien de l'école chrétienne [1].

On sait d'autre part que le Souverain Pontife, malgré son état de santé, a tenu à donner audience aux trois cardinaux allemands et à plusieurs évêques venus tout exprès pour l'entretenir de la situation religieuse de leur pays.

Tout cela n'est, hélas ! que trop clair. C'est un nouveau Kulturkampf qui commence. Le Concordat n'aura été, comme on l'avait bien des fois annoncé dès sa conclusion, qu'un autre « chiffon de papier. » La signature de l'Etat ne compte guère en Allemagne, depuis que le « droit vital » a remplacé le « droit des paragraphes. » L'Etat n'est jamais lié par ses engagements. Il veut « vivre sa vie. » Les traités ne lui servent qu'à enchaîner ses adversaires possibles, à les mettre dans leur tort en face de l'opinion abusée ; mais ils ne constituent aucune restriction de puissance pour les dépositaires du pouvoir totalitaire. L'Etat ressemble au Dieu de Luther qui sauve et damne qui il veut, sans être lié par ses promesses.

Nous allons demander à M. Robert d'Harcourt, ce grand spécialiste des questions germaniques, de nous dire ce qui se passe, au point de vue religieux, dans les sphères dirigeantes du nazisme. Il a publié, dans les *Etudes* du 20 janvier 1937, un article très suggestif, intitulé : *Catholicisme, hitlérisme, bolchévisme.*

Il s'excuse d'abord de ne pouvoir qu'effleurer ces vastes problèmes. Les événements vont si vite que l'on est réduit à une aperception fugitive de leurs aspects changeants. Il y a six mois, on avait cru pouvoir dire, imprudemment, semble-t-il : « C'est la fin du Kulturkampf. » L'Etat allemand, saisissant le prétexte de la guerre civile espagnole, se posait en champion de la civilisation contre le bolchévisme en fureur. L'épiscopat allemand lui tendait la main pour l'aider dans sa lutte contre le communisme athée. On allait donc entrer dans une ère de coopération confiante entre l'Etat nazi et l'Eglise.

« On parlait de main tendue, écrit M. d'Harcourt, et l'on oubliait, ou l'on négligeait, de mentionner les conditions mises à ce geste par l'épiscopat. Ces conditions étaient cependant non seulement implicitement contenues, mais formellement inscrites dans le texte du manifeste de Fulda [1]. »

Les évêques disaient en effet formellement :

« Ce ne sont point des armes de guerre qui atteindront le bolchévisme dans sa racine dernière. Il ne sera vaincu que par la résurrection de l'Europe en général et de notre pays en particulier en Jésus-Christ et en son Eglise. Le secours ne viendra pas *des doctrines fondées sur le sang* (allusion courageuse aux doctrines racistes). Il ne peut venir que de convictions capables de braver tous les orages, parce qu'elles sont enracinées en Dieu et en l'Eternel... ; quiconque ne combat pas le bolchévisme sur le terrain religieux lui ouvre par là-même la porte sur le terrain politique et économique. » (Manifeste de Fulda, août 1936).

[1] « Sauveur divin, nous te prions, car on menace d'instituer une école qui éloigne nos enfants de toi et met en danger leur salut. Ne permets pas que nos enfants soient séparés de toi ; donne aux parents chrétiens la force de défendre l'école catholique. »

[1] Nos lecteurs savent que les évêques allemands se réunissent chaque année, et parfois plusieurs fois par an, à Fulda. Il s'agit ici d'une réunion antérieure à celle qui est mentionnée au début de ces pages.

Que répondrait le gouvernement naziste à cette offre de collaboration nettement liée à une haute profession de foi spiritualiste et catholique ?

Sa réponse a été brutale et catégorique : seule *la foi raciste* saura abattre la foi moscoutaire. La preuve de l'impuissance catholique contre le communisme, c'est que ce fut sous un chancelier catholique, Brüning, que les forces de subversion sociale se développèrent le plus puissamment. C'est encore que le communisme a grandi démesurément en Espagne, sur un terrain tout imbibé de catholicisme. On pourrait en dire autant de la France, du Mexique, etc. Donc l'Internationale noire est en recul constant devant l'Internationale rouge. Son étiquette même révèle son impuissance : c'est parce qu'elle est *internationale* que l'Eglise est sans force contre l'Internationale bolchéviste.

Mais il faut entendre ici les propres paroles des représentants du régime.

Voici M. Grohé, *Gauleiter,* c'est-à-dire *chef de région,* à Cologne. Parlant dans un « Congrès de chefs, » le 11 octobre dernier, il disait :

« Seul le point de vue national et racial permet de combattre efficacement le bolchévisme et de le vaincre dans ses bases spirituelles. C'est ce dont, au contraire, sont bien incapables les puissances qui, elles mêmes fondées sur l'internationalisme, proclament l'égalité d'une humanité internationale, contestent et nient dans plusieurs domaines de la vie les lois de la nature pourtant voulues de Dieu, et enfin mettent le couronnement à leurs erreurs non seulement en ne combattant pas l'unique support du bolchévisme, le juif, mais en nous montrant en lui le peuple-élu. Par les innombrables canaux de l'Internationale, on a répandu la haine et l'incompréhension contre le national socialisme, c'est-à-dire contre le seul bloc de combat efficace devant le bolchévisme. Aujourd'hui les mêmes propagandistes, dans le fond fils du même esprit que le marxisme, se proposent comme les indispensables défenseurs en face du péril bolchéviste. Nous ne comprenons plus ! Que prouvent les faits ? Ils prouvent hélas ! que c'est dans les pays de stricte observance confessionnelle que le bolchévisme a le plus aisément réussi à prendre pied. Le cruel destin de l'Espagne nous montre où en arrive un peuple sans idée nationale et livré à une direction confessionnelle internationale. »

Voilà qui est clair ! Mais M. Grohé ne semble pas s'être donné la peine de pousser très loin ses observations de l'Europe contemporaine. Est-ce que l'Italie n'est pas aussi un pays catholique ? Est ce que l'alliance entre l'Etat et l'Eglise n'y est pas sincère et étroite ? N'y avait il pas autre chose en Espagne, qui explique le développement du bolchévisme, à savoir, la main mise de la franc-maçonnerie sur les manettes gouvernementales ?

Plus cru encore et plus agressif que M. Grohé, Alfred Rosenberg, chef culturel et ministre de l'Intelligence du IIIe Reich, disait, le 13 octobre, deux jours plus tard par conséquent :

« Dans le camp de l'Eglise catholique, on ferait bien de méditer un peu plus la parole si souvent prêchée du haut de la chaire : « Tu ne mentiras pas ! » C'est sous don Sturzo que l'Italie a été conduite au bord du gouffre communiste. C'est sous la domination du Centre qu'en Allemagne le bolchévisme a été représenté par six millions de voix au Reichstag. C'est dans la catholique Espagne, et non pas dans l'Allemagne du national-socialisme, que nous voyons aujourd'hui déchaînés le massacre et l'incendie. »

Des idées toutes semblables sont émises dans un journal qui doit être obligatoirement reçu par tous les fonctionnaires du Reich : *Schwarze Korps,* et dont le tirage, par suite, est énorme. Ce journal quasi-officiel dénonce ce qu'il nomme « *le Front populaire romain.* » Il découvre au Vatican l'existence d'une « Centrale » noire, utilisant une « tactique parallèle » à celle de la Centrale rouge.

« Toute l'action du Vatican, écrit-il gravement, livrée à l'esprit jésuitique, est centrée sur le même objectif que l'action de Moscou. Quelques réserves subtiles, qui trahissent la vieille école de Loyola, ne changent rien à cela. »

Au surplus, l'Etat hitlérien n'a pas de conseils à recevoir sur ce qui peut le fortifier ou l'affaiblir, sur les meilleurs moyens à adopter dans sa lutte contre le bolchévisme Il sait faire sa police et conduire sa guerre tout seul. Contre le danger bolchévique, « les larmes et les prières ne servent de rien. » Un conseiller de Munich, Bauer, ajoute, avec une inconscience invraisemblable, que ce qu'il faut, pour combattre le bolchévisme, ce sont « des hommes à la trempe dure *comme les héros de l'Alcazar.* » Il ignore sans doute que ces « héros » étaient de fervents catholiques. Le mot d'ordre est, du reste, de le laisser ignorer du public allemand, car un petit livre intitulé : *Les Héros de l'Alcazar,* édité en Suisse en langue allemande, a été interdit en territoire allemand, sans doute parce que le caractère catholique de ces héros y était mis en évidence.

Mais la cause profonde de la haine naziste contre l'Eglise est justement dans la condition formulée par les évêques allemands pour la collaboration qu'ils offrent. Ils veulent que le Concordat soit observé, que le nazisme tienne ses engagements, ils veulent que l'école catholique soit respectée. Or, c'est cela que le nazisme repousse. Pourquoi ? Parce que cela s'oppose au grand travail *d'unification de la Jeunesse allemande* dans le moule national.

L'unité nationale, tel est le mot d'ordre du nazisme. Il poursuit, non plus seulement dans le domaine politique ou territorial, l'œuvre de Bismarck, mais jusque dans le domaine de l'âme. C'est d'ailleurs logique. Le nazisme est *totalitaire.* Il réclame tout l'être. Il considère les confessions religieuses comme la cause principale de la division entre Allemands. Les confessions religieuses sont, selon le vocabulaire hitlérien, des *Spaltpilze,* c'est-à-dire des champignons sur le mur de la force allemande.

Ecoutons encore M. Grohé dans son discours du 11 octobre :

« Ce que l'on nous présente, dit-il, comme un destin historique de notre peuple — à savoir, la division de l'Allemagne en confessions distinctes, — signifie l'éternisation de la discorde, signifie la mort de notre peuple. Destin, l'écartèlement moral et spirituel d'hommes de la même race, du même sang, marqués par la Providence divine pour ne former qu'un peuple ? On a employé jadis le même mot pour la lutte de classes. Elle aussi était un « destin » et, comme tel, inévitable et nécessaire. Contre les mots d'ordre du marxisme, nous avons réalisé l'unité des classes sociales. Nous donnerons de même à notre peuple l'unité morale et intellectuelle, postulat de son unité nationale. Nous n'en voulons pas aux confessions pour elles-mêmes. C'est l'amour de notre peuple qui nous contraint, par delà les cloisons étrangères des conceptions d'Eglise, à réaliser cette communauté nationale qui sera pour chaque Allemand la vraie patrie spirituelle, une patrie arrachant à la diminution morale les millions de citoyens auxquels les confessions religieuses, depuis beau temps, *n'ont plus rien à dire.* »

Nous avons souligné ces derniers mots. Ils nous placent devant un fait très grave, auquel nous avons fait déjà allusion à plusieurs reprises, un fait qui n'est pas spécifiquement allemand, mais européen, et sur lequel il semble que notre pensée n'ait pas été parfaitement comprise [1].

Il y a, non seulement en Allemagne, mais dans tous les pays d'Europe, — c'est un fait aussi incontestable que triste, — un très grand nombre de personnes, dont certaines sont douées d'une vive intelligence et dotées d'une haute instruction, pour qui la religion chrétienne est désormais « périmée », à qui « les confessions religieuses n'ont plus rien à dire. » C'est le cas des innombrables libres-penseurs, francs-maçons, incroyants de toute espèce, dont certains versent dans le socialisme ou le communisme matérialiste, d'autres dans l'indifférentisme parfait. Et c'est là, pour l'Europe, le danger par excellence. C'est ce qu'a fait ressortir avec une force et une maîtrise hors de pair un penseur allemand, non-catholique, mais d'esprit pénétrant et impartial, Ludwig Freund. Il a publié en 1936, chez Sheed and Ward, à New-York, un volume intitulé : *A Threat to European Culture (Une menace à la Civilisation européenne).* Analysant avec précision les « composantes » du génie européen, il y découvre d'une part le christianisme, d'autre part le legs gréco-romain, mais aussi en troisième lieu, — ce qui n'a pas toujours été assez observé, — *les divers paganismes régionaux* sur lesquels christianisme et civilisation gréco-romaine ont construit.

Ces paganismes, on les suit dans l'histoire. Ils ont laissé des traces visibles, notamment dans les divers folklores, dans les mœurs populaires, dans les préjugés indestructibles, dans les histoires de sorcellerie, dans les poussées périodiques d'anticléricalisme, dans l'apparition foisonnante d'hérésies successives, etc. Or, comme le fait remarquer Ludwig Freund, une force vivante peut être transférée dans un nouveau système vital, mais elle ne saurait disparaître. Beaucoup de chrétiens gardent, sans s'en douter, et de la meilleure foi du monde, le vieux fonds païen de leurs plus lointains ancêtres. Le christianisme a poussé des racines plus ou moins profondes dans les âmes. Il a engendré des saints, des convaincus, de vrais croyants, mais aussi, en très grand nombre, de simples « conformistes, » très vite enclins à secouer le joug du Christ dès que l'occasion se présente. La religion chrétienne est essentiellement *totalitaire ;* elle n'est donc parfaitement établie que chez ceux qui lui donnent tout leur être. Ceux qui ont laissé passer le communisme, soit en eux, soit autour d'eux, ce sont justement, dans n'importe quel pays européen, ceux qui n'étaient que des demi-chrétiens.

La situation religieuse de l'Europe nous oblige à conclure à une réapparition des divers paganismes, qui n'étaient que *recouverts* d'un vernis chrétien dans un trop grand nombre d'âmes. Nous ne disons pas, remarquez-le bien, que l'Allemagne ou tout autre pays européen, envahi par un esprit antichrétien, n'a jamais été réellement chrétien. Nous disons, avec Ludwig Freund, que l'Europe n'a pas été, semble-t-il, entièrement pénétrée par les principes de l'Evangile, que toute son histoire est celle d'une lutte entre ces principes et les résistances obscures des divers paganismes, qu'en toute hypothèse il est trop clair que, depuis la fin du Moyen-Age, au XVIe siècle, la religion chrétienne a cessé d'être, pour un trop grand nombre d'Européens, *le tout de la vie,* l'inspiratrice profonde et unique de l'existence. Le catholicisme seul demeure profondément vivant et agissant, mais il a perdu, en beaucoup de régions, l'audience des masses populaires, ne gardant plus guère qu'une élite. Regardez la France, l'Espagne, la Belgique, l'Autriche, regardez aussi les pays chrétiens mais à minorité catholique, l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie, etc. : n'est-il pas vrai que partout le christianisme se trouve expulsé de la vie publique, éliminé des législations, des institutions d'Etat, réduit à l'obscure existence des faits tolérés, mais contrecarrés, découragés, vus d'un mauvais œil par tout ce qui compte dans les sphères officielles ?

C'est de cette constatation que les chefs nazis partent pour nous dire que « les confessions religieuses, depuis beau temps, n'ont plus rien à dire » à tant de nos contemporains. Le général Göring disait, il y a un an, que le national-socialisme « avait rendu la foi à un peuple qui avait cessé de croire. » Le national-socialisme se pose donc en religion des Allemands de ce siècle et des siècles à venir. Mais, pour qui considère l'en-

[1] Nous n'avions sans doute pas été assez explicite et nous en demandons pardon aux lecteurs que cela a pu surpendre et choquer, quand ils ont cru que nous accusions certains peuples de n'avoir jamais eu qu'un christianisme de surface.

semble de l'évolution européenne, comme l'a fait Ludwig Freund, il n'est qu'un paganisme parmi les autres, un paganisme même plus caractérisé, plus prétentieux, plus conscient que les autres, un paganisme qui ne se contente pas d'idoles nouvelles, telles que le Progrès, le Paradis marxiste, ou simplement l'Argent, mais qui veut ressusciter les « vieux dieux allemands. »

De fait, il n'est pas de reproche qui pique les nazis plus au vif que celui d'athéisme, qui les apparenterait à Moscou. « Nous ne sommes pas des sans-Dieu », protestent-ils avec indignation. Mais cela ne les empêche pas de rejeter les dogmes, les Ecritures, les confessions, pour ne plus admettre que *l'émotion mystique sous la forme du don intégral de l'individu à la nation*. Le mot *socialiste*, ici, veut dire, accolé à *national*, « anéantissement de l'individu dans le social, mais dans le social restreint au cadre de la nation. » Les reconstitutions du néo-paganisme sont infiniment moins dangereuses que cet état d'esprit.

« Ce qui nous pousse, s'écrie le chef Grohé, ce n'est pas la négation ou la haine, c'est la vue claire qu'il n'y a pas d'autre voie pour l'Allemand que celle que nous montrons. Un national-socialiste ne sera jamais areligieux, même détaché de toute confession religieuse. Sa foi, sa puissance de sacrifice et de don de lui-même au service de l'idée, réalisent chez lui ce que l'homme allemand conçoit comme véritable religiosité. »

Et Baldur von Schirach, renchérissant sur ce langage, proclame qu' « il trouve plus de religion vraie dans les cadres de la jeunesse hitlérienne que dans bien d'autres organisations où on lève de pieux regards vers le ciel, tout en pratiquant *le trafic des devises*... Point de communauté vraie sans conscience religieuse, mais la conscience religieuse se passe de confession religieuse. »

Ici, M. d'Harcourt fait une observation qui aura déjà sans doute frappé nos lecteurs :

« Plus on fréquente, dit-il, la prose du parti, plus on est frappé de l'énorme consommation qui y est faite des mots religion, foi, prière, mais toujours et exclusivement dans un climat de mystique allemande. Cette confiscation du vocabulaire spirituel, au bénéfice de la nation, s'atteste dans la manière dont est, par exemple, célébrée la mémoire des « seize martyrs » du putsch hitlérien de novembre 1923. En 1935, on parlait, le 9 novembre, de « résurrection des morts ». En 1936, le *Völkische Beobachter* recommande à ses lecteurs « le pèlerinage à la garde éternelle. »

Mais quelle sera la Bible de la nouvelle religion ? Selon Alfred Rosenberg, ce sera l'histoire du germanisme primitif. Ecoutez-le :

« Nous sommes arrivés à un tournant, disait-il aux futurs éducateurs de la jeunesse allemande, le 18 octobre dernier. La question qui se pose à nous aujourd'hui est la suivante : « Où devons-nous voir nos ancêtres ? Chez les Germains et les Hellènes ou chez les Juifs et les Syriens ? » La question qui se pose pour nous se résume à savoir où se trouve la Terre Sainte des Allemands. Pour notre part, nous croyons fermement que cette Terre Sainte est l'Allemagne et non la Palestine. Le sol sacré, pour nous, c'est le sol pour lequel les Allemands se sont battus, le sol labouré et retourné à la charrue par des poings de paysans ouvrant de leur soc le sein de notre mère la Terre *(Muttererde)*. Si nous essayons d'embrasser d'un regard l'évolution historique, nous sommes en droit de dire que *les résultats des recherches de la préhistoire constituent l'Ancien Testament du peuple allemand*. »

Ce que l'on propose au peuple allemand, c'est l'auto-adoration. Il est à lui-même son Dieu ! Il est pour lui-même le commencement et la fin de tout ! Et naturellement, c'est un Dieu incommunicable, car on n'espère tout de même pas qu'il sera reconnu et adoré par les autres peuples non-allemands ! Tout cela est parfaitement enfantin et absurde, un véritable abus des mots, un non-sens, au même titre que « cercle carré » ou « relatif-absolu », ou « le tout égal à la partie ». Qu'est-ce en effet qu'un Dieu qui n'est qu'Allemand ? En vérité, notre siècle aura tout vu, et il lui appartenait, au nom sans doute du Progrès, de reculer les bornes de la démence !

La lutte contre les confessions religieuses est aujourd'hui le problème principal de la politique intérieure du III^e Reich. Là aussi, on peut dire qu'il est plus important pour l'Allemagne de ne plus avoir de confessions religieuses que d'avoir du beurre.

Ecoutez le *Schwarze Korps*, ce journal semi-officiel du parti, dont le directeur Himmler est en même temps chef de la police du Reich. L'article est intitulé *Croisade contre l'idée d'Unité*. C'est une déclaration de guerre au catholicisme :

« L'éducation de la jeunesse, c'est à l'Etat allemand qu'elle incombe. Aucun peuple, aucun Etat ne peut tolérer que sa jeunesse soit élevée dans des principes dirigés contre l'unité spirituelle et politique de la nation. On prétend créer l' « homme catholique » destiné à être un jour le support de l'Etat. Nous pensons que dans le camp catholique on ne niera pas l'existence de cet objectif, ni la suite avec laquelle il est travaillé à sa réalisation. Eh bien ! nous disons, nous, que cette réalisation ne peut s'opérer en Allemagne que sur les ruines de l'unité du Reich. L'élément primordial et primaire, c'est le sang allemand et non la confession cultuelle, qu'elle soit catholique ou évangélique. Ce n'est pas l'unité du pays que l'on sert en opposant l'école catholique à l'école protestante, l'association de travailleurs catholiques à l'association luthérienne, les œuvres de charité catholiques aux œuvres protestantes. Tout cela, on le sait chez les catholiques, et c'est là ce qui explique leur résistance, résistance que l'on essaie de farder de raisons religieuses. »

C'est donc *au nom de l'unité nationale* que l'on combat le catholicisme. Et nous disons, nous, catholiques français, que voilà un argument que nous ne connaissons que trop. Quand Mgr Dupanloup, en 1875, luttait pour la liberté de l'enseignement supérieur, ce que lui opposaient les adversaires de la religion ancestrale, les Paul Bert, Jules Ferry, Challemel-Lacour, Brisson et

autres, c'était cet argument : « Vous allez faire *deux jeunesses*, deux Frances ennemies l'une de l'autre ! » C'est aussi au nom de l'unité nationale que Jules Ferry et Paul Bert ont fondé, — soufflés par Ferdinand Buisson, — *l'école laïque*. On dirait que *le national-socialisme copie nos francs maçons !* Nous retrouvons dans ce qui se passe actuellement en Allemagne l'écho et le renouvellement de nos tristesses, de nos batailles, de nos épreuves. Et c'est pour cela que notre sympathie ardente va aux catholiques allemands. Qu'ils le sachent bien : quand nous parlons de leur pays, de ce qui s'y déroule sous le signe du nazisme, des assauts furieux qui y sont livrés à l'Eglise catholique, nous n'éprouvons qu'un affreux serrement de cœur et nous n'avons qu'un désir, qui est de prier pour nos frères dans le deuil et sous la tourmente. Mais nous aurions horreur de nous laisser aller à je ne sais quelle malignité antichrétienne, à la pensée d'un peuple rival déchiré et souffrant ! Quand nous n'aurions d'autre raison de déplorer la lutte autour de la jeunesse allemande, que le souvenir des attentats de notre maçonnerie contre la jeunesse française, cela ne serait-il pas suffisant ? La ressemblance des deux campagnes n'est-elle pas assez frappante ? La seule différence que nous y voyons, c'est que notre franc-maçonnerie était contrainte de voiler son visage, de rester dans la coulisse, de se masquer sous les apparences de la « *neutralité* », ce qui nous a valu l'école laïque *soi-disant neutre*, tandis que le national socialisme croit pouvoir combattre à visage découvert et se donner carrément pour ce qu'il est : une contre Eglise.

Ecoutons le ministre de l'Instruction publique, M. Rust, exposant ses intentions dans un discours que la *Germania*, journal catholique complètement domestiqué, a reproduit sans commentaires, à plus forte raison sans désapprobation, le 12 novembre dernier :

« L'Etat national-socialiste est le premier Etat vivant d'une force doctrinale propre. Sur le terrain de l'opinion politique, les régimes antérieurs ne poussaient pas leurs exigences plus loin que la simple reconnaissance de la forme de l'Etat. On abandonnait à l'Eglise le domaine des forces spirituelles, morales et religieuses, l'ensemble des puissances de sensibilité. Mais ces forces spirituelles, aujourd'hui, c'est la conception du monde *(Weltanschauung)* raciste qui les porte en elle-même. L'Etat national-socialiste est donc qualifié pour se donner à lui-même mandat d'entreprendre des tâches dont un Etat purement politique et sans doctrine générale était incapable. Constatation d'une importance capitale à une époque où visiblement les Eglises ont perdu leur *puissance de prise sur les âmes*. »

Cela c'est la « foi laïque » allemande nouvelle. Les Allemands qui ont secoué le « joug si doux du Christ » sont réduits à courber le cou sous le joug de la nouvelle Eglise-Etat. Chez nous, il en est de même, mais l'Eglise qui paraît devoir l'emporter sur les autres (car elles sont plusieurs à vouloir établir leur emprise sur les Français) serait la C. G. T. Les Français apprendront à leurs dépens que cette Eglise est plus rude, plus exigeante, plus implacable que jamais ils ne se sont figuré — faussement, du reste — l'ancienne.

Tout ce qui précède nous explique les alarmes de l'épiscopat allemand, ses protestations, ses démarches auprès du Saint-Siège, mais dont le secret demeure jusqu'ici inviolé. L'Eglise d'Allemagne se sent engagée dans une guerre à mort. Lentement, par mesures calculées, successives, l'Etat nazi a passé le lacet au cou de l'adversaire. La jeunesse a été incorporée aux cadres du parti. Les enfants restés fidèles aux organisations catholiques ont été privés de tout avenir. On a contraint les parents à voter pour la suppression de l'école catholique. On s'est acharné spécialement sur la catholique Bavière. Le 15 novembre dernier, le cardinal Faulhaber faisait lire en chaire une déclaration où l'on entendait ce qui suit :

« Des parents croyants nous écrivent, en termes émus, pour nous apprendre ce qui se passe dans les écoles et les organisations fréquentées par leurs enfants, comment maîtres et directeurs s'emploient à couvrir de mépris aux yeux de ces enfants la foi de leurs parents et à leur inculquer des sentiments de haine envers le Christ et son Eglise... Les fidèles, dans leur ensemble, nous en avons la conviction, en dépit des plus terribles pressions, resteront fidèles aux vœux de leur baptême et seront prêts aux suprêmes sacrifices pour l'amour de Dieu et la paix de leurs consciences... Veillez à ce que ne se dresse pas un mur entre le prêtre et vos enfants... Usez de tous les moyens permis pour les maintenir en dehors de toute influence hostile à la religion. Ne tolérez jamais qu'ils soient privés de l'école libre. Si le jour vient où vous devrez opter entre le risque pour l'enfant de perdre son avenir matériel et celui de perdre son âme, sachez que vos enfants vous auront une reconnaissance éternelle de ne pas avoir toléré qu'ils soient séparés du Christ et de son Eglise. Si la tentation de trahir et peut-être de renier votre foi venait jusqu'à votre cœur, ce serait pour vous l'occasion de vous souvenir des paroles de Notre-Seigneur : « Quiconque me reniera devant les hommes, je le renierai devant mon Père. »

Voilà de nobles paroles d'évêque et de pasteur d'âmes. Et voici maintenant une lettre empruntée à l'excellent répertoire des *Deutsche Briefe*, publié en Suisse, en territoire libre, et dans laquelle M d'Harcourt trouve la traduction assez exacte de la position morale des parents catholiques :

« Etant donnée la difficulté qu'a l'étranger de se faire une idée juste de ce que signifie, pour les familles chrétiennes d'Allemagne, l'incorporation obligatoire dans la « Jeunesse hitlérienne, » aujourd'hui officiellement décrétée, je vous serais reconnaissant de faire connaître autour de vous ce qui suit :

Vous n'ignorez pas que, jusqu'à ces jours, 10 % environ de nos enfants d'Allemagne étaient par leurs parents, par des parents respectueux des instructions formelles et précises de l'épiscopat allemand, tenus loin des cadres de la H. J. (Jeunesse hitlérienne).

Vous n'ignorez pas non plus que les élèves de

nos écoles supérieures, qui jusqu'ici se refusaient à entrer dans la H. J., étaient exposés, de la part du corps enseignant, à se voir traités — nous dirions plus exactement maltraités — d'une façon spéciale. Tout particulièrement, au cours des journées dites « Journées de la jeunesse d'Etat, » où tous les moyens de pression étaient bons pour les contraindre à entrer dans cet organisme de sans-Dieu.

Vous n'ignorez certainement pas non plus que les adolescents et les jeunes gens que l'on incorpore aujourd'hui de force vont, à l'avenir, être traités en jeunes hitlériens de seconde classe. Mais vous faites-vous une idée exacte de ce que cela représente ? Les chefs, les jeunes garnements, qui depuis des années s'efforcent vainement de faire entrer dans leur groupement de H. J. les éléments sociaux distingués, ceux qu'on appelle les « garçons chics, » et qui, chaque fois, ont dû constater, en grinçant des dents, que précisément cette élite sociale et morale restait fidèle à l'étendard du Christ, ces mêmes galopins reçoivent aujourd'hui carte blanche et toute puissance sur notre meilleure, notre plus fidèle jeunesse, livrée maintenant à leur bon plaisir, et qu'ils vont être libres de brimer à leur aise. Savez-vous quelles seront les conséquences pratiques ? Conséquences d'une nécessité psychologique à laquelle seront impuissantes à rien changer toutes circulaires éventuelles de ménagement et d'apaisement, de la part de la direction de la jeunesse du Reich, au cas où, au dernier moment, les chefs responsables concevraient quelque scrupule devant le saccage moral de l'élite de notre jeunesse allemande. Cet état de choses doit avoir nécessairement pour conséquence un effroyable calvaire pour cette malheureuse jeunesse abandonnée et trahie, non moins que pour ses parents. La cruauté naturelle à l'adolescence, cruauté systématiquement cultivée par l'éducation nationale-socialiste, se jettera sur ces malheureuses victimes comme sur une proie naturelle...

Devrons-nous accepter cela ? Beaucoup d'entre nous, en cette heure où la menace prononcée dès 1933 par Adolf Hitler de prendre aux parents leurs enfants est devenue une tragique réalité, beaucoup d'entre nous s'interrogent pour savoir s'ils s'expatrieront. Mais combien petit est le nombre de ceux qui pourront réaliser un tel plan ! A cette heure solennelle, nos regards se tournent vers nos évêques. N'est-ce pas à eux, dont nous avons suivi les avertissements, de tirer maintenant les conséquences dernières de leur attitude et de couvrir notre position, à nous autres parents, qui n'entendons pas sacrifier notre devoir paternel à aucun péril quel qu'il soit, en formulant une défense d'appartenance à cette organisation de sans-Dieu ? Beaucoup de ces parents auxquels leurs enfants ont déjà été arrachés et qui tous les jours sont à même de constater les résultats de l'éducation raciste, éprouveraient un sentiment de reconnaissance, le jour où un interdit épiscopal leur permettrait enfin d'engager la lutte ouverte avec l'Etat-Moloch qui dévore les enfants ! Une résistance ouverte nous souderait, nous autres parents, en un front unique et sans fissure et nous permettrait de sauver l'âme de nos enfants, de les arracher à ce nouveau massacre de Bethléem ! C'est le Sauveur, c'est l'Enfant-Dieu lui-même que l'on veut tuer dans la personne de ces petits. Ah ! comment passerons-nous les fêtes de Noël de cette année ?... »

Cela n'est-il pas déchirant ? Que ces lignes indiquent à nos catholiques de France toute l'horreur de la situation religieuse en Allemagne ! Qu'elles excitent notre pitié, nos prières, notre respectueuse et chaude communion d'âme avec des frères persécutés !

II

Nous venons de voir un aspect atroce des « guerres de religion » de notre temps. Et en voici un autre, hors d'Allemagne cette fois. Il s'agit de la *religion marxiste*, que la religion raciste hitlérienne a en cordiale aversion, mais qui n'est, philosophiquement parlant, qu'une forme, comme le racisme, de la religion de l'*En-Deçà*, opposée à la religion chrétienne de l'*Au-Delà*. Avec sa pénétration ordinaire, le P. du Passage nous entretient, dans les *Etudes* des 5 et 20 janvier 1937, de *La Foi du Socialisme*.

Ici encore, nous allons trouver l'obsession étrange du vocabulaire religieux, unie à la prétention de refouler dans le passé la vraie religion et de proposer aux hommes de ce siècle et des siècles futurs la *religion de l'avenir*.

« Rarement plus qu'en ces heures qu'elle dit cruelles aux dogmes, l'humanité s'est attachée à ce qu'elle nomme des *mystiques*, » écrit le P. du Passage. Et il ajoute très justement, après avoir rappelé les promesses, les pronostics, l'assurance superbe du marxisme :

« Plus qu'une théorie, le socialisme apparaît donc comme une « mystique. » Ses fidèles, ceux des écoles, des livres ou de la rue, lui font confiance, savante ou aveugle. La foi du charbonnier rejoint celle du professeur. Les déconvenues, les démentis, sans ébranler ces espoirs, leur fournissent un stimulant qui les exalte. »

En France, le socialisme est né, il y a un siècle, avec Saint-Simon et Fourier ; il n'est donc pas d'importation étrangère. Il prit tout de suite une allure scientifique. Mais il se donna aussi comme le défenseur du droit opprimé, comme une doctrine de justice sociale. Il capta toute la puissance de justice que recélait le christianisme, dont il se donna comme la transcription sur le plan terrestre.

Avec l'introduction de la philosophie de Karl Marx, d'origine allemande, juive aussi, comme on le sait, le socialisme français reçut un visage un peu différent. Il paraissait une généreuse utopie ; il prit alors l'aspect d'un théorème en marche. Sans doute, il ne renonçait pas à bénéficier de la force que lui donnait son *appel à la justice sociale*, mais il tentait de s'imposer aux hommes de science en adoptant le langage de la science, en revêtant une forme logique, vigoureuse, concentrée, en décrivant la marche des faits de façon impassible.

C'était l'avènement d'un dogme nouveau : le matérialisme historique, expliquant toute l'évolution humaine par l'évolution économique seule. L'énorme fatras de Karl Marx a donné aux socialistes l'impression d'avoir pour eux le verdict de la *Science*. Après avoir capté la force de pitié pour les petits incluse dans le christianisme, il a

capté aussi la force de séduction incluse dans le *Scientisme*. Telles sont donc les deux sources du socialisme courant : un scientisme greffé sur un vieux fonds chrétien.

Mais de nos jours un néo-socialisme est apparu. On sait la distance qui sépare, par exemple, un Vandervelde d'un de Man, en Belgique. Mais qu'y a-t-il au fond de cette divergence ? C'est ce que se demande le P. du Passage.

« La correction essentielle que ces gens avertis du socialisme moderne font subir au marxisme vulgaire et plus ou moins faussé, consiste à desserrer l'engrenage. Nous voulons dire qu'ils n'admettent plus une dépendance aussi stricte des idées et des mœurs par rapport aux engins matériels... Le matérialisme historique doit être compris non comme un mécanisme automatique, mais bien comme un matérialisme dialectique. Dans ces vues élargies, les idées... sont sous l'influence, mais non sous le seul commandement de la machine. »

Et ces messieurs prétendent que c'est bien là l'authentique pensée de Marx lui même. Nous pouvons les en croire. Mais nous ajoutons que cela change du tout au tout l'allure générale du système. M. de Lapalisse dirait ici que la doctrine marxiste perd en rigidité tout ce qu'elle gagne en élasticité. On ne peut plus nous parler d'un théorème en marche ; le matérialisme historique n'est plus un dogme absolu expliquant toute l'évolution humaine ; le régime économique ne commande plus toutes les démarches humaines. Il faut tenir compte des idées, des mœurs, des religions, des sentiments. De là, nécessité, pour le marxisme, de chercher des alliances avec les partis voisins, de là l'opportune tactique des « Fronts populaires. » Le machinisme ne peut plus aboutir automatiquement au marxisme ; il faut aiguiller l'humanité dans cette voie par une propagande adaptée.

« Tout de même, écrit le P. du Passage, ces combinaisons, même si elles sont habiles, accordent aux alliances humaines, aux revendications disparates et associées, un rôle de premier plan, relèvent, somme toute, d'une politique opportuniste qui implique une réserve ou un doute sur l'infaillibilité du marxisme laissé à sa force intime. »

Pourtant, les intellectuels du parti, même les plus critiques, gardent une foi solide en leur religion. Le premier dogme de cette religion est celui du *Progrès indéfini*. Progrès de la raison émancipée, Progrès de la science, Progrès de la technique, Progrès de la solidarité. Il y a longtemps déjà que ce dogme hante les esprits détachés de la religion chrétienne. Il y a eu, en cours de route, de terribles désillusions. La plus atroce fut la Grande Guerre, avec son cortège de destructions, de carnages, de haines entre les peuples. On a parlé alors de faillite du progrès. Brunetière avait déjà prononcé le mot, avant la catastrophe mondiale. Mais les marxistes n'en veulent pas démordre : il y a eu des déceptions, cela est sûr ; mais on sait d'où elles vinrent : des mauvais bergers, de la malice de la classe bourgeoise. Voilà le bouc émissaire : c'est le capitalisme et ceux qui le représentent. Que les marxistes arrivent au pouvoir, et l'entrée au paradis sera vite trouvée et réalisée. Ecoutons Georges Friedmann, dans *La Crise du Progrès* (p. 236) :

« Pour que pareille conception du progrès soit efficace, il importe que les conditions nouvelles de la société en permettent l'expérience ; mais, au moins autant, que soit solidement établie la confiance en leur action sur l'individu. Il faut que soit définitivement vaincue la vieille croyance au péché originel, à la malédiction jetée sur l'homme... On a parlé de « foi, » à propos du marxisme, et, en s'appliquant à la tension d'une doctrine fondée en raison, adossée à des analyses économiques et sociales si fouillées et si précises, ce mot est en somme inadéquat. Sauf, si l'on veut, pour *la foi en l'homme.* »

Cet optimisme est connu en histoire. Ce n'est pas Marx qui l'a inventé ; il remonte à Rousseau, qui ne voulait pas entendre parler, lui non plus, de péché originel, et croyait que l'homme est naturellement bon et n'est corrompu que par la société, — la société capitaliste, cela va sans dire, encore que Rousseau ne connût pas ce qualificatif.

M. de Man, le ministre belge socialiste bien connu, est plus explicite dans l'exposé de ses raisons de croire. Plus explicite, cela ne veut pas dire plus clair. « Ces motifs sont, au contraire, enfouis dans des pages d'une densité accablante, cachés dans les fourrés d'un texte dont l'obscurité est impénétrable au profane. » Mais le P. du Passage, qui fait cette remarque, a essayé de s'engager dans cette forêt inextricable et il a découvert ce qui suit.

Le socialisme a pour lui l'avenir, parce que tout y pousse : des tendances biologiques profondes, d'une part, des aspirations et des sentiments permanents, d'autre part. Et par dessus tout cela, une « Idée socialiste » qui indique l'orientation de l'ensemble [1].

Reprenons ces causes une à une.

1° *Forces biologiques incoercibles.* — M. de Man les réunit sous le nom de *la nature*. Il entend par là la poussée vers la liberté, poussée dynamique permanente, qui se continuera même dans un monde devenu marxiste, car sur elle se fonde « la croyance socialiste au progrès. »

« Cette croyance, écrit-il, considère la nature humaine elle-même comme quelque chose qui se développe et s'améliore par ce processus, dans la mesure où la souffrance causée par la non-satisfaction des besoins élémentaires devient consciente et transformée en activité, en travail et en lutte, nous conduit à des aspirations supérieures [2]. »

[1] Le dernier livre de M. de Man a pour titre : *L'Idée socialiste.*

[2] De Man, *L'Idée socialiste,* p. 268. — Cette citation et les suivantes donnent bien l'idée du style de l'auteur.

2° *Sentiments permanents.* — Pourtant, la nature toute seule, avec ses « révoltes, » ses « intérêts acquisitifs, » ne paraît pas conduire directement au souci communautaire dont se réclame avant tout le socialisme. Comment arrivera-t-on au *sens social,* à travers ces requêtes égoïstes? Par la *conscience,* mais une conscience entendue au sens de M. de Man. Elle repose pour lui dans la subconscience :

« Elle repose, dit-il, sur un sentiment de solidarité avec l'espèce, qui est aussi profondément enraciné dans notre organisation physique que l'instinct grégaire ou l'instinct maternel chez les animaux. La conscience est à la base d'un altruisme humain aussi naturel, aussi instinctif, aussi transmissible par le « sang » que l'égoïsme [1]. »

3° *L'idée socialiste.* — Enfin, au dessus de la poussée de l'instinct, qui entraîne l'homme d'une part vers la satisfaction de ses besoins élémentaires, d'autre part à la solidarité sociale, se dresse *l'idée socialiste,* qui s'élabore et s'élucide par les progrès de la technique, par les lumières de la raison évoluée, par les leçons de l'expérience bien comprise, et qui conduit à la construction d'une société juste et fraternelle. Cette idée ne se confond pas avec le « marxisme vulgaire », simple reflet des « intérêts acquisitifs ». C'est elle au contraire qui contrôle, épure, clarifie ces intérêts, réalise entre eux un triage, pour arriver à fondre les égoïsmes particuliers dans l'intérêt général. Sans elle, les foules ouvrières risqueraient de se borner à des vues *prolétariennes,* de ne viser qu'au triomphe d'une classe ou d'un parti. Pour passer au vrai *socialisme,* il faut briser ces particularismes, échapper aux tentations d'embourgeoisement, façonner un avenir, non sur la base d'une revanche des conditions actuelles, mais selon les données d'un idéal supérieur. Il faut dépasser l'esprit prolétarien, pour reconstruire la société sur un plan nouveau.

Nature, conscience, idée, telles sont les trois forces à l'œuvre pour créer le socialisme authentique. La morale nouvelle est tout entière calquée sur cet idéal, qui n'est pas du reste un objectif fixe, mais une marche en avant perpétuelle.

Arrivé au stade de la morale, de Man adopte, en les modifiant, les idées de Bergson. Il distingue comme lui deux morales, l'une statique ou sociale, faite des institutions qui assurent la cohésion de la société, — l'autre est dynamique, personnelle, et ne se trouve que dans les élites capables de préparer les ascensions nouvelles.

Et ici, de Man ne craint pas de se réclamer de l'Evangile, tant il est vrai que l'on n'échappe guère à la puissance d'attraction de Jésus-Christ.

« Sur cette voie héroïque, dit-il superbement, le socialisme se sent plus proche de la religion du Christ que les Eglises actuelles, car réellement le Christ n'a pas prêché une nouvelle morale, mais une doctrine de l'action, en vue de l'accomplissement d'exigences supérieures avec lesquelles l'ordre existant entrait en contradiction [1]. »

[1] *L'Idée socialiste,* p. 288.

Le socialisme ne serait donc qu'une traduction moderne, laïcisée et perfectionnée, de l'Evangile !

A l'aide de ces vues, M. de Man reconstruit l'histoire des siècles passés. Il voit la *nature,* la *conscience,* l'*idée* à l'œuvre dans l'affranchissement de la bourgeoisie par rapport à la féodalité. Mais la bourgeoisie a commis le crime d'essayer de confisquer pour elle seule le bénéfice de l'évolution. Elle a créé le capitalisme. Elle a exploité le travail et s'est enrichie de l'effort de la classe ouvrière. Les concessions qu'elle fait chaque jour, devant la poussée furieuse des revendications ouvrières, témoignent de ses remords et de sa mauvaise conscience. C'est cela qui donne au socialisme une grande part de sa force. Le capitalisme est contraint de reconnaître ses torts. Il cède, il recule, il a honte de son passé. Et c'est une preuve de plus de l'exactitude de l'analyse qui a été faite plus haut.

Dans le même sens que M. de Man, mais en conformité avec le vocabulaire de M. Bergson, un autre théoricien du socialisme, Edouard Berth, éditant les œuvres de Georges Sorel, écrit :

« Dans *La Fin d'une Culture,* j'ai risqué une illustration historique et sociale de la théorie de Bergson sur les rapports respectifs de l'intuition, de l'intelligence et de l'instinct ; et j'ai dit qu'à l'instinct me paraissait correspondre la civilisation féodale ; à l'intelligence, la civilisation bourgeoise ; à l'intuition, la civilisation prolétarienne [2]. »

Le même Edouard Berth accuse par ailleurs la religion chrétienne d'avoir placé au premier rang la préoccupation égoïste du salut personnel. Il accepte bien le concours des « mystiques chrétiens », mais il exige qu'ils abandonnent d'abord leur métaphysique de l'Au-Delà.

Et cela seul marque la distance qui nous sépare et nous séparera à jamais du socialisme, même réformé, renouvelé, idéalisé. Il ne voit rien en dehors de la vie présente, il ne veut rien savoir ni de Dieu, ni de l'âme, ni de l'immortalité bienheureuse. Il ne comprend pas que le fruit de la fraternité qu'il veut cueillir n'a poussé jusqu'ici que sur l'arbre de l'amour de Dieu, il n'a pas compris que « *le second commandement est semblable au premier* » et que sans l'amour de Dieu, l'amour du prochain ne sera jamais qu'une promesse verbale, un rêve, une belle chimère. Il ne saisit pas le lien infrangible qui unit la métaphysique du salut et la « mystique chrétienne ». Les croyants chrétiens et les croyants socialistes ne pensent, ni ne travaillent, ni ne raisonnent sur le même plan. Et il ne serait pas impossible de montrer que tout ce qu'il y a de bon dans le socialisme n'est qu'une transposition du christianisme dans la gamme du purement terrestre, c'est-à-dire

[1] *L'Idée socialiste,* p. 432.
[2] Avant-Propos mis par M. Berth au livre de Sorel : *D'Aristote à Marx,* p. 31.

d'une vie éphémère, transitoire, véritable danse du néant devant notre soif de bonheur et d'éternité.

III

En attendant que le progrès apporte à tous les hommes ce bonheur terrestre dont le socialisme entretient soigneusement la promesse fallacieuse et endormante, les déceptions continuent à se multiplier. Sans parler des exécutions russes, des massacres espagnols, des troubles grévistes en France, il semble bien que la « crise économique », dont chaque jour on nous affirme la prochaine disparition, tende à recommencer ses ravages, dans les pays les plus favorisés du globe, notamment aux Etats-Unis.

C'est du moins ce qu'insinue un article publié par *Commonweal* (15 janvier 1937), sous ce titre : *The Renewal of our Crisis (Le renouvellement de notre Crise)*. Or, de même que le mauvais temps, les « vagues » de froid ou de chaleur, arrivent en Europe une huitaine de jours après s'être déclanchées en Amérique, de même un renouveau de la Crise aux Etats-Unis ne saurait manquer d'affecter les pays européens à plus ou moins longue échéance.

De quoi s'agit-il donc ?

« A la suite de l'élection présidentielle, en novembre dernier, écrit *Commonweal*, il s'est produit une période vraiment extraordinaire de calme politique et d'amélioration économique, qui a duré presque jusqu'à l'ouverture du nouveau Congrès, le 5 janvier. La victoire écrasante du Président Roosevelt avait été promptement suivie de nombreux signes d'une pleine acceptation par de puissants personnages, des groupes organisés, qui avaient été au premier rang de la lutte contre le Président. Cette sorte de miracle moral apparaissait comme l'entrée dans une « ère nouvelle de bonne volonté », dans laquelle les problèmes nationaux pourraient être rapidement résolus. Deux circonstances aidaient grandement à créer et à confirmer cette impression. D'une part, la vaste distribution de dividendes, de boni, l'accroissement des salaires et des gages, ayant pour résultat un déploiement énorme de dépenses somptuaires, au temps de Noël, avec tous les symptômes des réjouissances qui accompagnent en Amérique les saisons de prospérité. D'autre part, la « mission de bonne volonté » du Président dans l'Amérique du Sud, qui détourna momentanément l'attention de la nation de ses préoccupations domestiques... »

Mais voici que ces préoccupations reparaissent à l'horizon. La période de calme est passée. Il faut espérer qu'il n'en est pas encore de même de l' « ère de bonne volonté ». Mais c'était évidemment une grande illusion de croire que l'élection du Président pouvait, à elle seule, suffire à rétablir la situation économique, encore que ce ne fût pas un facteur négligeable.

Il reste, malgré tout, deux choses : le retour au volume normal des affaires, et la résorption du chômage. Or, ces deux choses sont loin d'être en bonne voie. Sans doute, il y a une reprise, mais cette reprise même est susceptible de créer un sentiment de fausse sécurité chez ceux qui en bénéficient, notamment les grands chefs de la banque et de l'industrie. Et cela créerait, par contre-coup, une explosion de colère et de dangereuse impatience dans la masse énorme de ceux qui croient que « les réformes fondamentales de notre système économique et financier n'ont pas encore été réalisées » et qu'il faut absolument les réaliser pour sortir de la vallée de dépression où se trouve la nation et pour atteindre au niveau de justice sociale qu'exige le bien public.

Il existe donc une grande agitation dans les milieux ouvriers. Les chefs des grands partis, les législateurs, les publicistes, les chefs religieux s'en rendent compte. Ce sont là des preuves du renouveau de la crise. Au cours de 1936, les rôles de l'assistance-chômage ont été réduits de 500.000 noms. En outre, 250.000 autres victimes de la crise ont pu être passées à l'administration de Reconstruction. Le Congrès aura à s'occuper de ce lourd problème. Il est probable que des travaux publics pourront être engagés, qui enlèveront encore environ 800.000 personnes aux listes de l'assistance. Il n'en reste pas moins que M. Hopkins, administrateur du Travail, a calculé que même le retour de la production industrielle au niveau élevé de 1929 n'empêcherait pas la nation de traîner l'écrasant fardeau de 6.500.000 chômeurs. Et tous les maires des grandes villes sont d'accord que toute substantielle diminution des secours serait désastreuse.

On objecte que beaucoup d'assistés préfèrent leur situation à la reprise du travail dans l'industrie privée. A quoi l'on réplique qu'il peut y avoir en effet un certain nombre de personnes dans ce cas, mais ce ne peut être qu'une petite minorité. On ne donne que 50 dollars par mois aux travailleurs assistés. Cela représente, en France, un peu peu plus de 1.000 fr. par mois, c'est-à dire plus que ne gagnent beaucoup de nos employés de commerce ou de banque ; mais, aux Etats-Unis, cela est considéré comme un salaire de famine. *Commonweal* dit en propres termes : « Il n'est pas raisonnable de supposer que des travailleurs américains, dont un si grand nombre sont chefs de famille, rejetteraient un désirable embauchement dans l'industrie privée, pour rester sur les rôles d'une si maigre assistance. La vérité semble être que l'industrie privée n'est pas en état encore d'offrir les postes nécessaires. »

Et l'article conclut : — « Non, les simples problèmes de la crise industrielle ne sont pas encore résolus. Telle est la grave vérité qui se dresse devant la nation au moment où le Congrès se met à l'œuvre. La réforme désirée n'est pas encore achevée. La justice sociale demeure comme le criant besoin de notre peuple »

Cette note alarmante ne paraît pas indiquer une situation de tout repos. Le journal que nous venons de citer est un journal catholique, mesuré et sérieux. Et il faudra tenir compte maintenant, hélas ! de la catastrophe sans précédent qui est venue frapper le pays, du fait des formidables

inondations de l'Ohio, qui ont laissé plus d'un million de personnes sans abri et beaucoup d'entre elles sans ressources ! Si les Etats-Unis ont connu, après la guerre, une période de prospérité inouïe, ils traversent maintenant une autre période d'épreuves terrifiantes.

Et pourquoi donc le peuple américain a-t-il été ainsi frappé plus que les autres ? C'est ce que M. Firmin Roz, ce grand connaisseur des choses américaines, a essayé de dire dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 janvier 1937. Nous ne citerons de son bel article, intitulé *Le Président Roosevelt et l'Europe*, que les lignes suivantes :

« Quand l'économie (mondiale) se disloque, quand les lois de la production sont bouleversées, le peuple qui produit le plus est aussi le premier et le plus durement éprouvé... Jamais le peuple des Etats-Unis, M. le Président Roosevelt le sait mieux que personne, ne s'était trouvé dans une situation comme celle que lui a laissée l'administration Hoover. Nul ne sait mieux que lui aussi combien il est difficile d'en sortir. L'expérience qui porte son nom est en cours. Elle a certes donné des résultats, elle a atténué la crise, autant qu'elle pouvait l'être : elle ne l'a pas résolue.

Elle ne peut pas la résoudre, parce que cette crise est liée à l'état général du monde, à son désordre matériel et moral, à son malaise, à son angoisse. Ce désordre, ce malaise, cette angoisse ont des causes multiples, dont quelques-unes sont assez simples et claires, les autres complexes et confuses. Mais le remède est unique, ou plutôt un remède unique apparaît comme la condition générale préalable sans laquelle la guérison ne peut même pas être cherchée : éclaircir d'abord l'atmosphère, dissiper la menace d'une nouvelle conflagration, rendre aux hommes un sentiment de sécurité et rouvrir ainsi devant eux les voies de l'avenir. Il faut ranimer la confiance et l'espoir, faire revivre chez les jeunes générations le goût et la certitude du lendemain, leur enlever l'idée meurtrière que, dans l'atroce état du monde actuel, elles ne peuvent compter que sur un bouleversement ; il faut chasser de leur cœur le désir d'en courir le risque, d'en tenter l'aventure. »

Et M. Roz ajoute que, mieux que Wilson, le Président Roosevelt peut, s'il le veut, en se faisant le grand conciliateur des peuples européens, en jetant dans la balance la force irrésistible de la puissante démocratie dont il est le chef, arrêter la course mortelle aux armements, organiser la solidarité internationale, la substituer aux égoïsmes nationaux, travailler pour la consolidation de la paix, et se classer, par la grandeur de son œuvre, tout près de Washington et de Lincoln, « et peut-être au-dessus d'eux ».

Souhaitons-le, tout en répétant, non comme un *delenda Carthago*, mais comme un *salvanda civilisatio*, notre refrain assuré : on ne bâtira rien de solide en dehors du Christ et de son Evangile !

IV

La *Revue de Paris* du 1er août a publié des documents inédits du plus haut intérêt, sur *les Débuts diplomatiques de Metternich à Paris*.

On sait que les *Mémoires* de l'illustre diplomate autrichien avaient été publiés vers 1880 par son fils, le prince Richard. C'était là que la plupart des historiens, tels que notre grand Albert Sorel et Charles de Mazade, avaient puisé leur documentation. Mais depuis la débâcle du gouvernement impérial et royal d'Autriche, les archives se sont ouvertes plus largement et les érudits se sont mis à l'œuvre pour l'exploration de ces trésors.

Le prince Richard n'avait pas eu d'autre pensée que de défendre la mémoire de son père contre les libéraux d'une part et les pangermanistes d'autre part. Il y avait donc de sérieuses lacunes dans les Mémoires publiés par lui. Au cours d'un séjour à Vienne, M. C. de Grunwald a essayé de combler quelques-unes d'entre elles. C'est lui qui nous donne dans la Revue citée un certain nombre de rapports envoyés de Paris par Metternich, durant les années de son séjour en qualité d'ambassadeur. Ces rapports attestent à la fois la puissance de pénétration et la vigueur d'esprit politique de leur auteur, encore débutant, et les fissures naissantes du système napoléonien.

C'est surtout sur ce dernier point que nous insisterons ici. On s'imagine volontiers, quand on n'a étudié l'histoire du premier Empire que dans les manuels, que les victoires de nos armées emballaient littéralement la nation entière, que la France se grisait avec délices du vin de la gloire militaire. Nous allons voir que les désillusions, la fatigue, le dégoût de la guerre, chez nous, n'ont pas attendu, en fait, les premiers échecs, les déboires de la guerre d'Espagne, à plus forte raison les catastrophes de la campagne de Russie.

Metternich avait épousé une petite-fille de Kaunitz. Cela seul lui ouvrait la plus brillante carrière diplomatique. Ses talents firent le reste. Pourtant, lorsqu'il fut nommé ambassadeur à Paris, à 33 ans, il n'avait occupé encore que des postes secondaires à Dresde, puis à Berlin. La campagne d'Austerlitz venait de se terminer. Le traité de Presbourg avait mis fin à la troisième coalition, le 26 décembre 1805. Pour renouer les relations entre l'Autriche vaincue et l'Empire victorieux, ce fut ce jeune diplomate qui fut choisi. Chance inespérée pour son ambition. On l'appelait à figurer sur le premier théâtre de l'Europe et du monde. Il voyait s'offrir à lui la possibilité de jouer un rôle de premier plan dans les destinées de l'univers.

Pourtant, il eut tout de suite un très grave mécompte. Le 21 juillet 1806, il se voit arrêté, à Strasbourg, dans son voyage pour rejoindre son poste. Il est obligé de rendre compte au ministre des Affaires étrangères, le comte de Stadion, de ce gros incident :

« Je m'empresse, écrit-il, d'avoir l'honneur de prévenir Votre Excellence d'un incident qui entrave, de la manière la moins prévue, mon voyage pour Paris. Arrivé ici, cette nuit, vers une heure, j'ai été on ne peut plus étonné d'apprendre par le courrier qui me précédait pour commander les relais, que le maître de poste, se renforçant d'un ordre du préfet, se refuse à me donner des chevaux. »

Cette mesure concernait tous les étrangers. Mais Metternich eut la désagréable surprise de voir que ni son titre ni l'importance de sa mission ne lui valaient le moindre avantage sur le commun des mortels et que le préfet, pas plus que les autorités militaires, ne lui faisaient la « moindre démonstration de politesse ». N'osant pourtant repasser le Rhin, ce qui aurait signifié une tentative de rupture, il dut se borner à protester. Il se perdait en conjectures sur les raisons de cet incident, supposait que Napoléon voulait le tenir quelques jours encore à distance de la capitale, pour avoir le temps de duper l'envoyé russe, d'Oubril. Finalement, il comprit que la raison du retard qui lui était infligé était un important mouvement de troupes sur le Rhin.

« Ce mouvement de troupes, écrit-il le 23 juillet, répand plus ou moins la consternation dans le public, qui s'attendait bien plutôt à les voir rentrer dans leurs foyers... Le public les attribue ici autant à la tension qu'on suppose entre la Prusse et la France, qu'à de nouvelles brouilleries — probablement avec l'Autriche, — qu'on veut attribuer aux dernières nouvelles de Cattaro... La princesse Borghèse (Pauline Bonaparte), qui vient de se faire porter en litière à Plombières, a été à même de se convaincre de l'amour du peuple pour la nouvelle dynastie : elle a été accablée des huées du public sur tous les lieux de son passage ; son voyage n'en fournira pas moins les scènes les plus attendrissantes aux « feuilles publiques ».

Enfin Metternich peut repartir le 29 juillet. Il compte arriver à Paris, le 2 août. Son premier rapport est daté du 11. Il y constate les difficultés de sa tâche. Il comprend de mieux en mieux que le retard mortifiant qui lui a été infligé vient de ce qu'on ne voulait pas le rendre témoin « du mouvement rapide infligé à la machine politique dans la dernière quinzaine de juillet. »

Il a du moins été fort bien reçu par Talleyrand :

« Le ministre des Relations extérieures me reçut avec les formalités usitées, venant à ma rencontre jusqu'à la porte de son salon et me faisant prendre place sur un fauteuil qui se trouvait à droite du sien. J'entamai la conversation par tous les lieux communs propres à la circonstance et lui remis copie de mes deux lettres de créance en me qualifiant avec un soin particulier d'Ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur des Romains et d'Autriche. Talleyrand déploya les deux pièces, en fixa les signatures et me fit mille observations sur leur contenu. Il répondit par l'assurance du désir sincère de Sa Majesté l'empereur Napoléon de répondre à tous les sentiments que je venais de lui assurer au nom de notre auguste Maître ; il employa dans cette conversation des tournures amicales et finit par m'assurer que le choix de ma personne avait fait grand plaisir à l'Empereur... »

Au cours de la conversation, il se plaint de sa mésaventure de Strasbourg. Talleyrand se confond en excuses, atteste que les ordres de l'empereur ont été mal interprétés et ne pouvaient s'appliquer à l'ambassadeur d'Autriche. Bref, il s'efforce de verser du baume sur cette blessure d'amour-propre.

Pourtant, il reste des points noirs. Les journaux français, dont nul ne pouvait ignorer la stricte dépendance par rapport à l'empereur, affectaient de lancer des traits « indécents » contre le ministère autrichien, de mettre en question si une audience serait accordée à Metternich par Napoléon, etc. De fait, il ne tarde pas à recevoir le grand-maître des cérémonies, qui vient régler avec lui les détails de sa réception à la Cour. Mais il est prévenu qu'il ne sera accueilli que comme « ambassadeur d'Autriche », parce que le 6 août 1806, François II avait renoncé au titre d' « Empereur des Romains de nation germanique » et s'était proclamé « Empereur d'Autriche ». Metternich n'avait pas encore été informé de cet événement qui changeait du tout au tout le caractère de sa mission et lui interdisait désormais de s'occuper des intérêts allemands comme tels.

Le 11 août, il est reçu à Saint-Cloud :

« L'empereur me reçut, écrit il, dans un cabinet dans le fond duquel se trouvèrent l'archichancelier (Cambacérès) et l'architrésorier (Régnier) de l'Empire ; à la droite de l'Empereur se plaça, après m'avoir introduit, le ministre des Relations extérieures ; dans la croisée se tint le capitaine des Gardes. L'Empereur, debout au milieu de la pièce, écouta attentivement un petit discours que j'avais préparé et dans lequel je pris à tâche d'appuyer sur le désir de l'Empereur, notre auguste Maître, de rétablir des relations d'amitié et de *confiance réciproque* qui, en formant le plus sincère et le plus constant de ses vœux, étaient sans doute également conformes aux intérêts des deux empires [1]. »

L'Empereur lui répondit par quelques mots courtois et aimables. Il passa ensuite chez l'Impératrice, qui lui parla des souverains autrichiens, de son installation dans Paris et de sa famille. Il avait lieu d'être satisfait :

« L'Empereur, dit-il, me parut mettre tout ce qu'il y a de possible de grâces dans l'accueil qu'il me fit. Il conserve continuellement un sourire qui lui est particulier... La réunion de toute la Cour présente un spectacle très imposant et la richesse des costumes est moins étonnante que l'assiette que toutes les allures ont prises : tout le service se fait comme si depuis cent ans tous les rôles étaient distribués. »

Metternich n'est pourtant pas dupe de ces avances. Il perce tout de suite à jour les insatiables ambitions de Napoléon :

« La marche insidieuse du cabinet de St-Cloud ne connaît plus d'autre rivale en Europe que l'Autriche ; elle ne paraît pas contente de l'avoir affaiblie, intimidée, — elle tend plus loin... Napoléon connaît la bassesse, la nullité de la Prusse, il ne la craint plus, très sûr d'en faire, le premier jour où il croira son tour venu, tout ce qu'il voudra. Il craint nos principes politiques, la loyauté de ceux de l'Empereur et ne redoute malheureusement plus nos moyens intérieurs. Nous sommes assurément la première des victimes qu'il croit devoir immoler à son insatiable ambition, à son ridicule système de domination

[1] Il est curieux de noter que, dans ses *Mémoires*, Metternich prétend n'avoir fait aucun discours.

universelle, nous seuls *le gênons* encore dans l'exécution de ce projet. »

Assurément, il ne faut pas prendre pour argent comptant tout ce que ces lignes insinuent de flatteur pour François II et pour l'Autriche. Metternich vise un but très clair : peser sur sa propre Cour, afin de la pousser à des réformes intérieures, à la réorganisation de l'armée. Il prend ses désirs pour une réalité, pour mieux décider son Maître à jouer en Europe le rôle qu'il ambitionne pour lui : celui de champion de l'indépendance européenne en face de l'avidité de Napoléon. Il parle en patriote, en homme d'Etat. Il se méfie de la France impériale :

« N'y aurait-il pas moyen de lui prouver, écrit-il, que nous pouvons exister à côté d'elle ? Le moment est peut-être le dernier qui nous reste pour nous expliquer sur toutes les bases de nos relations futures avec la France ; il s'agit de voir clair, de poser les questions de manière à obtenir des réponses positives ou de pouvoir interpréter de même le silence auquel on ne s'obstinera peut-être que trop ; — de savoir enfin si l'Empereur des Français est définitivement résolu à tenter la destruction totale de la puissance autrichienne ; si par des moyens de négociation il y a moyen de le détourner de cette entreprise ou si enfin il faut préparer des moyens pour la plus légitime défense à laquelle jamais Etat ne s'est trouvé forcé. »

Ces lignes prouvent avec quelle netteté Metternich apercevait le tragique problème qui se posait pour son propre pays. Comme le fait remarquer M. de Grunwald, ce rapport « offre un démenti formel à ces historiens qui ont prétendu de nos jours que Metternich s'était laissé subjuguer, dès ses débuts, par la grandeur de Napoléon et avait reconnu, une fois pour toutes, l'impossibilité de lui résister... C'est le contraire qui est vrai. »

Metternich sera donc, sous les dehors de la courtoisie diplomatique, un ennemi acharné et implacable de Napoléon. Mais c'est pour cela même qu'il ne sera pas opposé à un rapprochement momentané, et même à une alliance matrimoniale entre sa Cour et celle de St-Cloud. Il n'en reste pas moins qu'il a toujours considéré Napoléon comme le fléau de l'Europe et qu'il a toujours été convaincu qu'il fallait le « combattre », si l'on ne pouvait « l'abattre ».

Napoléon n'est pas dupe davantage. Dans un rapport du 2 septembre, Metternich cite de lui les propos suivants, recueillis au cours d'une nouvelle audience :

« Je ne veux pas être Empereur d'Allemagne. Je n'ai voulu — en créant la Confédération du Rhin, — que lier plus intimement les intérêts et le sort de quelques princes à ceux de la France. Je n'ai fait, dans cette occasion, que ce que firent les Rois de France ; sans eux, l'Autriche et la Prusse les auraient depuis longtemps mangés. L'Autriche ne perd rien à cet état de choses ; vous êtes la plus belle puissance du continent et n'avez plus qu'à vous défaire de quelques plaies passagères, ce dont le conflit avec les intérêts de l'Empire vous empêchait souvent... Je ne veux rien de plus, nous vivons en paix, nous nous rebattrons dans douze ou quinze ans. Il vous faut ce temps pour refaire votre armée... (Puis, parlant des armements de la Prusse :) A quoi mènent ces armements ? Car enfin, tout est affaire de calcul ; j'ai 200.000 hommes en Allemagne, j'en ai 100.000 sur les côtes et en Hollande ; il faut quatre mois au roi de Prusse pour compléter ses corps d'armée, j'aurai bien plutôt fait la conquête de Berlin et de la plus grande partie de son royaume. Que son armée désire se battre, c'est naturel, elle ne s'est pas encore mesurée et se croit bonne ; mais qu'un Cabinet qui, il est vrai, ne vit que de souvenirs, calcule ainsi, c'est inconcevable... (Napoléon s'ouvre aussi sur l'Angleterre :) Quand on a une marine à créer, on ne peut se battre sur terre .. Ah ! si l'Angleterre n'existait pas ! Mais la France, quelque forte qu'elle paraisse, ne peut résister à l'Autriche et l'Angleterre réunies. *La Providence a l'air d'avoir trouvé la France trop belle et lui a donné l'Angleterre pour bosse.* J'étais bien près de la conquérir, mais il est de fait qu'alors j'aurais été trop puissant... »

On retrouve là quelques-unes des pensées les plus familières à Napoléon. Metternich en conclut que l'Autriche lui apparaît comme une puissance à ménager. Il résume fort bien l'action impériale en France, par les lignes suivantes :

« Toutes les nuances se confondent dans *le seul homme* qui gouverne en ce moment la France, qui, au sentiment de sa force, réunit tous les extrêmes d'un sang chaud et bouillonnant, qui ne doute de nul obstacle et devant lequel tout ce qui l'approche est réduit au rôle le plus passif... Ce qu'il dit dans ces *moments de calme* peut et doit apparemment être envisagé comme le *type de sa volonté,* mais ce n'est que celui du moment présent, — celui qui suit ne doit que trop souvent renverser les bases à peine établies... »

Metternich n'aura pas de peine à percer à jour, dans les semaines suivantes, les intentions de l'Empereur. La guerre contre la Prusse (quatrième coalition) était imminente. Il s'agissait de maintenir l'Autriche dans la neutralité, tout comme la Prusse y avait été maintenue, au cours de la guerre précédente.

L'ambassadeur note avec soin les réactions de l'opinion française, à l'aube du nouveau conflit :

« L'aversion prononcée pour la guerre, que partage le peuple avec l'armée elle-même, fait envisager très tranquillement au public les chances d'une coalition nouvelle de l'Europe qui réprimerait avec succès les ambitions démesurées de l'Empereur. Jamais guerre n'a été moins nationale que la présente ; elle ne s'en fera pas moins bien, tant est fort l'ascendant que le Souverain a pris sur la nation. C'est par des succès que l'Empereur est sûr de ramener à lui toutes les opinions ; le public déplorera des victoires auxquelles il ne laissera pas que d'applaudir dans toutes les occasions où on lui en fera le récit... »

Le 24 septembre, Metternich annonce à sa Cour le départ pour Mayence de Talleyrand, qu'il voudrait bien accompagner, afin d'être là « où se broye le sort de l'Europe », dit-il. Mais Napoléon ne tenait pas à avoir des diplomates à ses trousses,

durant la campagne, et le gouvernement autrichien ne voyait pas l'absolue nécessité d'un déplacement aussi coûteux. Il faudra donc que l'ambassadeur se résigne à rester à Paris, isolé et inactif. Ses rapports n'en sont pas moins intéressants, sur l'état de l'opinion française, au cours de la guerre de Prusse, puis de Russie.

Il écrit le 9 octobre (1806) :

« Le gant est de part et d'autre jeté et ramassé. L'avenir seul prouvera si la puissance de Napoléon ne doit plus rencontrer de bornes ou si cette entreprise nouvelle finira par lui en fixer... Napoléon ne se dissimule point que cette nouvelle guerre, plus que toute précédente, expose le salut et même l'existence de la nouvelle dynastie. La France entière n a qu'un sentiment, elle ne prononce qu'un vœu, elle ne forme qu'un désir : celui de voir échouer les plans de son Maître. Les nouvelles de ses défaites y seront reçues comme celles des victoires peuvent l'être ailleurs ; on croit entrevoir de la défaite le gage de la tranquillité future, un contrepoids de l'ambition de l'Empereur. On se trompe, il ne se contentera jamais de moins, lui qui, tous les jours, met en jeu une existence assurée, qui, depuis longtemps, ne connaît plus de bornes à ses désirs et qui trouve bien au-dessous d'eux le pinacle auquel son étoile heureuse l'a élevé. J'ai avancé, dans une de mes précédentes dépêches, que jamais guerre n'avait été moins nationale; l'opinion publique se prononce tous les jours davantage dans ce sens et le fait prouverait la vérité de ma thèse, si des succès devaient couronner l'entreprise prussienne. La guerre présente est sans contredit une lutte à mort. Il n'existe plus depuis longtemps que deux partis : l'Europe et Napoléon... »

Et il conclut en recommandant à son gouvernement de chercher à reconstituer sa force intérieure et en le félicitant d'avoir réuni, sur une position à la fois défensive et offensive, un corps d'armée considérable.

Cependant, le 14 octobre, les armées prussiennes ont été anéanties à la double bataille d'Iéna et d'Auerstædt. La nouvelle en est parvenue à Paris, où l'on a tiré le canon, le 21, pour cette splendide victoire. Metternich écrit le 23 :

« Habitué à beaucoup défalquer sur les citations françaises, on ne saurait malheureusement se faire illusion sur l'excès du mal. Ce qui se prépare, c'est l'anéantissement de la puissance prussienne qui, si elle a été désastreuse pour l'Europe, depuis nombre d'années, paraît avoir été destinée à nuire par son existence, pour ne pas moins nuire par son déclin. »

Il prévoit d'autre part une manœuvre de Napoléon en vue de la résurrection de la Pologne et signale des mouvements inaccoutumés dans le monde juif.

Sur l'état d'esprit en France, en face des prodigieux événements de cette campagne il écrit, le 17 novembre :

« Le plus morne silence règne dans la capitale et l'enthousiasme dont parlent les feuilles publiques ne se trouve que dans elles. Les bulletins se lisent dans les spectacles et n'y sont accueillis par les applaudissements que de deux ou trois agents de la police ; un hymne à la victoire, chanté au grand Opéra. le jour du *Te Deum*, n'a pas produit plus d'effet et il faut être sur les lieux pour se figurer au juste l'extrême indifférence d'un peuple que la nouvelle de l'entrée d'un vaisseau marchand dans un de ses ports intéresserait infiniment plus que celle de la destruction d'un grand Empire. Le sort de l'Europe est jeté et ce n'est plus que de ses cendres que renaîtra un nouvel état de choses. Rien ne semble plus devoir arrêter l'exécution des plans gigantesques de l'Empereur... »

Parmi ces plans, l'ambassadeur signale surtout le rétablissement de la monarchie en Pologne. L'opinion générale désigne Murat pour la couronne. La princesse Murat s'est fait présenter toutes les dames polonaises de Paris.

Un mois plus tard, Metternich relate avec une joie maligne les bruits qui courent sur « les pertes prodigieuses que l'armée française a essuyées depuis l'ouverture de la campagne. » Il estime que la levée de 80.000 conscrits sur la classe 1807 les couvrira avec peine. « La correspondance des officiers et employés de la Grande Armée, quoique très surveillée, suffit pour représenter le tableau de toutes les privations auxquelles elle est exposée en Pologne, — privations qui augmentent à mesure que l'armée pénètre dans l'intérieur. » (Rapport du 21 décembre 1806).

Dans les rapports suivants, notre personnage note d'une part la précision et la force de l'organisation impériale en France, d'autre part le dégoût croissant du public pour la guerre :

(Sur le premier point :) « Les préparatifs militaires les plus vigoureux continuent ici sans nulle interruption. La nouvelle levée de 80.000 hommes prise sur l'année 1807 est achevée et beaucoup de détachements sont en marche. On ne saurait assez admirer la promptitude extrême avec laquelle tous les ressorts de cette grande machine sont mis en jeu ; il suffit d'un mot du souverain pour les mouvoir, un second mot les fait rentrer dans le néant et peut être jamais un grand Etat n'a-t-il présenté une force aussi extraordinaire et qui repose bien plus sur l'emploi des moyens que sur la somme des moyens eux-mêmes. » (1er janvier).

(Sur le second :) « J'ai également prédit, écrit-il le 8 février, que les succès probables des armées françaises seraient reçus ici comme de véritables défaites. Ce que j'ai prévu est non seulement arrivé, *mais l'observateur sur les lieux* peut *seul* croire à l'excès de la lassitude et du mécontentement de ce peuple dont chaque jour nous offre des preuves en foule. Les cabinets étrangers ont beau défalquer sur les récits des gazettes, ils ne supposeront jamais que *rien* de ce que renferment des articles n'est vrai ; — on ne saurait supposer par exemple que la lecture d'un bulletin dans les spectacles ne provoque pas le plus léger applaudissement et que l'illumination, ordonnée comme de coutume par la police à tous les propriétaires de maisons, lors de la célébration des victoires remportées sur les Russes, et annoncée dans toutes les feuilles publiques comme *ayant été générale,* ne porte que sur les hôtels des ministres du pays et étrangers. Rien de ce que disent les gazetiers sur l'enthousiasme avec lequel marchent les conscrits n'est vrai. Il faut enfin un travail particulier pour *apprendre à concevoir la possibilité* d'imprimer, à la face de toute une nation, qui est témoin du contraire, des fadaises et des mensonges aussi patents... »

Pour réchauffer un peu l'opinion, l'Impératrice donne l'exemple aux princesses et aux ministres de répandre quelque argent dans le peuple et de faire travailler les ouvriers. D'autre part, Metternich relate l'immense désillusion des Français au sujet de la Pologne : on ne se figurait pas en France que cette nation fût tombée si bas ; on ne connaissait ni la pauvreté de son sol ni l'abrutissement de la masse populaire. « Les Français, habitués à entendre parler des greniers de la Pologne, de la richesse des propriétaires, de l'enthousiasme du peuple pour la cause de la liberté, sont tout étonnés de ne traverser que des déserts, de ne trouver que quelques misérables Juifs, et un peuple pauvre et étranger à des querelles dans lesquelles, de tout temps, les nobles seuls jouèrent un rôle. »

Un point que Metternich note aussi, avec beaucoup de pénétration, c'est la séparation déjà accomplie à cette date entre les intérêts de Napoléon et ceux de la France. Rien de plus grave que cela. Voici en quels termes Metternich exprime ce point de vue (8 février 1807) :

« Le *seul point* sur lequel il est important d'agir est *l'Empereur,* mais ce point se rétrécit, se condense, de jour en jour, dans la juste proportion dans laquelle ses intérêts s'isolent de ceux de son peuple. *La divergence de ces derniers existe depuis longtemps, elle n'est généralement sentie en France que depuis peu,* et si cette vérité, incontestable aux yeux de tout observateur impartial, doit essentiellement ajouter à l'emploi des moyens moraux de l'Empereur, si elle doit de même roidir un caractère comme le sien, elle ne le prive pas moins d'une *grande masse de moyens politiques,* et facilitera le rôle que nos intérêts et ceux de l'Europe entière nous dictent. »

On voit se dessiner ainsi, sept ans d'avance, la tactique des coalisés de 1813-1814, qui se vanteront de n'en vouloir qu'à Napoléon et chercheront à convaincre la France elle-même qu'ils viennent à elle en libérateurs !

Il convient de remarquer toutefois que Metternich ne peut, aux yeux de l'histoire, témoigner que pour les classes qu'il fréquente, à Paris. Il n'a aucun contact avec le peuple proprement dit. Il est devenu la coqueluche des salons. Il a subjugué le cœur volage de Caroline Murat, la propre sœur de Napoléon. Ses succès galants lui font une sorte d'auréole. On parle volontiers devant lui et l'on se venge d'une trop grande docilité envers le terrible Maître en le décriant par derrière. Il faudra des années encore et de grands revers pour que l'on ose tenir devant Napoléon les propos que l'on ne craint pas de tenir devant un ambassadeur étranger ! D'autre part, Metternich savait qu'il flattait sa Cour en lui rapportant les preuves de cette désaffection prétendue générale de la France envers son souverain.

Ce qu'il note avec beaucoup de justesse, c'est la différence entre les attitudes extérieures de Napoléon et sa manière réelle de se décider :

« Ses boutades, écrit-il, les incartades qui ne lui sont que trop communes dans les explications verbales qu'on est dans le cas de recevoir de lui, n'influent guère sur ses déterminations, qui ne portent que des nuances de ces manières et dont le fond repose toujours sur les bases les plus froidement calculées. Il me paraît que nos relations avec lui, que le plus ou moins de danger que nous avons à courir ses attaques directes, ne peuvent jamais se calculer sur ce que lui ou ses ministres *disent* et sur la *tournure* de nos relations politiques avec eux. Il nous attaquera au sein de la paix, le jour où il aura la certitude de nous écraser ; il cherchera à nous maintenir dans l'assiette qui lui conviendra le mieux, quand tout mouvement de notre part lui paraîtra compromettant, et vingt boutades ne seront dans ce cas que vingt essais de neutraliser par une terreur panique nos puissants moyens, qu'il supposera toujours dirigés par le calcul très naturel de nos intérêts et de ceux de l'Europe entière, dans un sens qui ne peut être le sien aussi souvent que sa position offre quelque prise. »

Metternich a fort bien vu que Napoléon, qui semble tout nerfs, tout impulsion, est en fait tout calcul, qu'il mène la politique comme la guerre, c'est-à-dire en *mathématicien* ou si l'on préfère, en « mécanicien » qui sait faire très exactement le décompte des forces.

Il va sans dire que cette politique est essentiellement machiavéliste. Le sentiment, le droit, la justice, le respect des traités, la religion n'y entrent que comme « pions » sur l'échiquier humain.

A propos de la bataille d'Eylau, qui fut universellement jugée comme un sérieux échec, sinon comme une défaite proprement dite, Metternich analyse les réactions du public français. Elles sont désastreuses. On s'attend à une entrée en ligne de l'Autriche. Les réflexions de l'ambassadeur à ce sujet sont très curieuses à enregistrer, quand on veut comprendre le caractère tout matérialiste de la grande politique d'alors :

« Il ne m'a pas été difficile d'observer ici combien l'opinion que nous allions sous peu nous déclarer contre la France a sur-le-champ découlée *(sic)* aux yeux du public de la certitude d'une opération française manquée. Et comment une nation que dix-huit années de révolution ont habituée à n'attacher à des traités et à des transactions politiques que la valeur de la signature, dont tous les gouvernements qui se sont succédé n'ont jamais considéré que l'intérêt du moment, pourrait-elle supposer que nous ne soyons point tentés d'agir comme leur chef agirait à notre place ? »

Comment ne pas voir que Metternich, tout en ayant l'air de blâmer le cynisme politique engendré, prétend-il (bien à tort, du reste), par la Révolution, en tire argument lui-même pour justifier d'avance les pires violations des pactes existant entre l'Autriche et la France ?

Le 7 avril 1807, il donne sur le mécontentement français les renseignements suivants :

« Les efforts les plus vigoureux entrent trop habituellement dans les calculs de l'Empereur pour que le nouveau renfort qu'il vient d'exiger ait droit d'étonner ; il est cependant de nature à

porter la consternation dans toutes les classes de la société ; les familles peu aisées se voient enlever leur fils à un âge où les fatigues de la guerre moissonnent une quantité immense ; les riches ne conservent pas même l'espoir pour trouver des remplaçants. Je connais des pères de famille prêts à faire des sacrifices de vingt et trente mille francs pour acheter un remplaçant et qui désespèrent du succès de leurs vœux. Cette mesure et tout ce qu'elle entraîne de maux individuels et domestiques, ne s'exécutera pas moins avec la plus grande soumission ; on pleure dans les campagnes et on crie dans les salons ; c'est à cela que se borne, depuis la fin des mouvements révolutionnaires, toute la résistance que risque d'éprouver le gouvernement. »

La guerre prend fin au traité de Tilsit (6 juillet 1807). Metternich essaie d'analyser, dans un rapport du 26 juillet, les causes des succès continus de Napoléon, qu'il ne peut nier. Parmi ces causes, il signale la sûreté de notre système de renseignements et de nouveau le génie calculateur de l'Empereur. Le passage est à retenir :

« Si la France doit au génie particulier de son chef une partie de la prépondérance qu'elle a obtenue dans le système politique de l'Europe, il n'en est pas moins vrai que toutes les filières d'espionnage et d'influence qu'il a trouvées ou établies ou que partout il a soin d'ouvrir, sont un des plus puissants moyens dont il s'est servi pour arriver à ses fins... Il ne faut ni un esprit pénétrant ni des recherches très particulières pour convaincre tout observateur en France que la grande, la très grande partie des événements qui ont préparé, amené, qui enfin ont rassis l'état actuel des choses est due à deux causes : *calcul sûr, mathématique* des moyens, des ressources, des vues, des plans les plus détaillés de la partie adverse ; calcul moins difficile à faire dans le Cabinet de Napoléon que dans les Cabinets étrangers eux-mêmes, où le nombre et la précision des données qui lui servent de base, ou surtout le froid et l'impassibilité étonnante de cet homme se manifestent dans la conception de ses plans ; — *exécution* appuyée par des ressources toujours prêtes et *effectivement prêtes* de ce qu'exigeraient strictement les circonstances.

L'étendue du premier de ces moyens repose principalement sur la quantité prodigieuse de relations qu'il a su s'établir partout ; l'emploi du second lui est propre. Mais s'il reçoit l'impulsion de son génie, ce n'est jamais d'après des calculs vagues qu'il choisit les points vers lesquels se dirigent ses opérations. Il a dit, avant l'ouverture de la campagne de 1805, qu'il détruirait l'armée autrichienne en Souabe, il a annoncé la destruction de l'armée prussienne à Iéna, avant de quitter Paris en 1806. »

Par contre, il distingue fort bien le défaut dominant de Napoléon : l'ambition et la mobilité extrême des desseins qu'elle engendre chez lui.

Il estime donc, non sans raison, que l'alliance franco-russe ne saurait durer. Il écrit :

« J'ignore encore si l'empereur Alexandre s'est laissé séduire en entier par les appâts que Napoléon doit nécessairement lui avoir tendus ; mais j'adopte même cette supposition, la plus funeste de toutes. L'instabilité dans les volontés de l'Empereur de toutes les Russies, le mouvement perpétuel de celui des Français, tout doit les désunir dans peu... »

Visiblement Metternich, grand admirateur de la logique calculatrice de Napoléon, s'efforce à son tour de se mettre à son école et de calculer froidement l'enchaînement fatal des événements à venir, d'après les données qu'il possède.

Dès le rapport du 26 juillet que l'on vient de citer, il parle des bruits qui circulent sur la répudiation de Joséphine. Il ne se doute pas encore, semble-t-il, que la future Impératrice sera une archiduchesse d'Autriche.

Il note avec une certaine complaisance les propos de Napoléon sur la Prusse :

« Ce sont des lâches, disait-il, des colosses d'hommes sans âme, qui savent bien faire les fanfarons, dire des calomnies de moi, de mes maréchaux, qui ne se battent pas... Les hommes, dans ce pays-là, ne valent pas plus que le sol, vilain pays, vilain peuple, tout tend la main, j'aurais pu acheter tout. Quand les forteresses capitulèrent, personne ne pensait à l'honneur du pays ; pour pouvoir emporter leur vaisselle, leurs portemanteaux, leurs légumes, — ils ont une espèce de choux dont ils font provision et qui ne sont bons qu'après une première gelée, — il n'y a de bassesses qu'ils n'aient faites. Ils sont rampants dans l'adversité, point d'élévation, point de sentiments comme on en rencontre chez d'autres peuples... »

Napoléon mettait les Polonais très au dessus des Prussiens, tout en notant que chez eux, « il n'y a, à la vérité, que les nobles qui font la nation, tout le reste est serf. »

Au retour de Napoléon, Talleyrand quitte les Affaires étrangères, remplacé par Champagny. Metternich n'en est pas ému :

« *Nous n'aurons ni gagné ni perdu au troc*, écrit-il le 19 août 1807... Une seule tête conçoit, ordonne, exécute, ici ; tous ceux qu'il emploie ne lui servent que de manœuvres. Un ministre sans caractère exécutera les ordres de l'Empereur dans le moment même où il les reçoit ; un autre qui en aura un peu plus attendra le lendemain, dans l'espoir de faire agréer quelque modification qu'il n'aura point osé articuler dans le premier instant. Le ministre fort, probe, et d'un caractère décidé, ne se soutiendra jamais vingt-quatre heures ; c'est donc sur les deux premières échelles qu'il me paraît possible de calculer [1] les hommes chargés du portefeuille des Affaires étrangères à Paris. Les amis de M. de Talleyrand assurent qu'il appartenait à la seconde de ces classes, tout le monde à peu près se réunit sur le peu de capacité de M. de Champagny et sur son extrême souplesse vis-à-vis de son maître. Je regarde le changement comme peu important pour nous. »

Il ajoute, non sans malignité, que le départ de Talleyrand désole les petites Cours, pour la simple raison que voici : Elles avaient beaucoup dépensé pour se concilier les faveurs de ce ministre cupide, toujours prêt à recevoir pour lui et pour son entourage. Il leur sera difficile de recommencer de si grands frais avec un nouveau ministre ! « La première mise est perdue, conclut Metternich, et elle a été si forte, que la nouvelle administration peut, à peu de frais, et avec beaucoup de profit, acquérir la réputation d'un extrême désintéressement. »

[1] Remarquer ce mot napoléonien.